

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Six nouvelles start-up sur le marché

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LES responsables de six nouvelles Petites et moyennes entreprises (PME) proposant des solutions numériques viennent de boucler leur formation à la Société d'incubation numérique du Gabon (Sing). Ils ont reçu, jeudi dernier, l'attestation certifiant leur aptitude à se lancer sur le marché. Ces start-up avaient intégré le programme " Cohorte innovation 4.0 " de la Sing en décembre 2019. Il s'agit d'un programme d'appui à l'exécution des projets inno-

vant du numérique. L'objectif est de sélectionner des projets prometteurs pour que les start-up concernées suivent un processus rigoureux de restructuration et de gestion pilotée, visant à optimiser leurs résultats financiers. Malgré plusieurs mois de perturbation dus à la pandémie de coronavirus, la formation théorique et pratique a pu se faire et aller à son terme. Les aspects marketing, la segmentation, la recherche de financement, les canaux de distribution, la production, la communication, le cadre juridique et bien d'autres sujets ont été abordés. À noter que



Yannick Ebibie Nze, directeur général de la Sing.

lesdites start-up sont spécialisées dans les domaines de la sécurité, du commerce, de l'évé-

nementiel, de la fiscalité, etc. La Sing a également lancé un nouvel appel à d'autres PME du

numérique souhaitant intégrer ce programme pour le compte de l'année 2021.

La FAO va lancer une évaluation des facteurs de déforestation

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

L'INITIATIVE pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) viennent de lancer un projet visant à développer une méthodologie normalisée, pour évaluer les moteurs de déforestation et de dégradation des forêts dans 6 pays d'Afrique centrale.

La déforestation et la dégradation des forêts sont des processus transfrontaliers complexes, avec de nombreuses causes directes et sous-jacentes. Une bonne compréhension de la cause et localisation des perturbations forestières est essentielle pour l'élaboration de politiques et d'actions ciblées visant à réduire la perte de forêts et les émissions de carbone associées.

Cependant, le manque de données à jour reflétant les tendances récentes de la perte de couvert arboré et les lacunes des capacités techniques de gestion et de traitement des images satellites, rend difficile la recherche d'un consensus sur les principaux facteurs et agents directs de la déforestation et de la dégradation

des forêts en Afrique centrale. Le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon seront soutenus dans l'utilisation d'outils de cloud computing et open source de pointe pour cartographier les perturbations et quantifier les facteurs directs et historiques de la déforestation et de la dégradation des forêts dans la région. Le projet a été lancé lors de la première réunion en ligne du comité de pilotage, mercredi dernier, suivie de la première réunion du comité technique.

Le projet sera mis en œuvre en étroite collaboration avec les institutions forestières nationales et régionales, et bénéficiera de l'expertise technique d'un large éventail de partenaires, tels que le Collège scientifique et universitaire du Partenariat forestier du bassin du Congo, le Centre commun de recherche de la Commission européenne, l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale de la Comifac, Rainforest Foundation Royaume-Uni, Réseau de recherche sur les forêts d'Afrique centrale, le WCS, l'Institut mondial de ressources (WRI), Silvacarbone et le WWF.

Non à l'impunité dans le secteur Forêts et Environnement!

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LA célébration de la Journée nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, le 9 décembre dernier, a été mise à profit par la Commission éponyme, pour dénoncer certaines pratiques au sein de l'administration des Eaux et Forêts, qui sont aux antipodes de l'exigence de transparence à laquelle les plus hautes autorités attachent du prix. C'est donc en présence des représentants des ministères des Relations avec les Institutions constitutionnelles, de l'Intérieur, de la Défense nationale, de la Bonne gouvernance, de l'Économie et de la Relance, de la Justice, et des partenaires comme le Pnud, l'AFD et le FMI, que le président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCCEI) a stigmatisé les incartades ayant



Les représentants des institutions, entre autres, devant lesquels le président de la CNLCCEI a stigmatisé la situation dans l'industrie forestière.

cours au sein de l'industrie forestière. " De toute évidence, le secteur Forêts et Environnement ne brille pas toujours par le respect de l'exigence de transparence ", a pointé Nestor Mbou. Le président de la CNLCCEI a déploré le fait que malgré la récurrence des fautes professionnelles, les agents indisciplinés échappent rarement de sanctions administratives majeures. Aussi, la Commission estime-t-elle que la gravité de ce constat peu reluisant devrait déboucher sur le démantèle-

ment des réseaux frauduleux d'attribution de permis forestiers et autres autorisations de récupération de bois favorisant la coupe illégale et entraînant de bien curieuses ventes aux enchères. " Les fonctionnaires du secteur Forêts et Environnement doivent s'adonner désormais à la rigueur du gain mérité, et non aux délices trop faciles et honteux de la combine et autres pots-de-vin, sources de scandales qui, hélas, ternissent l'image du secteur et du pays ", a averti Nestor Mbou.